

# L'INSOLENTE AUTONOMIE DES INDIGÈNES

Le Mouvement des Indigènes de la République (MIR), devenu Parti des Indigènes de la République (PIR) en 2010, a été créé dans la foulée de l'appel « Nous sommes les Indigènes de la République » lancé en janvier 2005. Cet appel jetait un pavé dans la mare en dénonçant sur un ton de rupture le caractère « colonial » de la République, non seulement dans son histoire, mais également dans le traitement actuel des populations héritières de l'oppression coloniale, qualifiés d'« indigènes ». Il en appelait en outre à l'émergence d'une dynamique politique autonome de ces populations. C'est l'un des points qui lui a valu les attaques les plus violentes et les critiques les plus acerbes. Par **LAURENT LÉVY\***.

L'idée de base de l'autonomie est assez simple : dans une société marquée par un système de domination, les dominés ne peuvent prétendre exprimer leur voix propre qu'en s'organisant à l'abri de ce système, à l'abri des dominants. C'est ainsi que le mouvement féministe a de longue date théorisé et mis en pratique le principe d'organisations « non-mixtes ».

## Autonomie et représentation politique

Les mouvements de l'immigration ont toujours travaillé plus ou moins en autonomie, menant le plus souvent leurs luttes dans l'indifférence plus ou moins bienveillante de la gauche ou de l'extrême-gauche blanche qui, quand elle s'intéressait à eux, était facilement soupçonnée de logiques de récupération, ou de clientélisme. Si les Indigènes s'en démarquent, c'est en ce qu'ils ont réagi à une autonomie de fait en théorisant une autonomie de principe.

La mise en évidence de l'ambivalence persistante entre l'injonction « républicaine » à s'intégrer et le maintien institutionnalisé et systémique de la hiérarchie raciale, jusque dans les mouvements politiques, suggérait que, structurellement, les Blancs étaient inclus et les indigènes exclus de ce que ceux-ci définissaient dès lors comme le champ politique blanc.

Le PIR s'est cependant rapidement retrouvé confronté aux effets d'un impensé qui avait déjà été celui des partis ouvriers classiques : le parti des Indigènes n'est-il pas tout aussi impossible que le parti de la classe ouvrière ? Il convient néanmoins de considérer les difficultés rencontrées par le PIR au regard de l'écho rencontré en son temps par l'Appel des Indigènes lui-même.

Si le plus spectaculaire avait alors été l'indignation soulevée dans le microcosme médiatico-politique, tant à droite qu'à gauche ou à l'extrême gauche<sup>1</sup>, l'enthousiasme avec lequel il avait été entendu par celles et ceux à qui il s'adressait était sans doute son impact immédiat le plus remarquable. Il disait à voix haute et sans souci diplomatique, avec un sens certain de la provocation, ce que beaucoup ressentait plus ou moins clairement, mais qui ne pouvait

pas, jusque-là, se dire publiquement. Cela s'était entre autres traduit, outre par la signature massive de l'Appel, par des débats passionnés réunissant des centaines de participants libérant leur parole et par le succès incontestable de la première « Marche des Indigènes de la République », le 8 mai 2005, qui avait mobilisé plusieurs milliers de manifestants. La création du MIR, puis du PIR, visait à transformer cet essai. Le projet initial était d'abord d'imposer la question coloniale dans le débat public, par la convocation des « Assises de l'anticolonialisme postcolonial ». La création d'un mouvement autonome devait suivre. Mais l'Appel lui-même avait imposé ce débat. Or, le fait est notable, le MIR et le PIR se sont constitués sur une base militante bien plus étroite que celle que pouvait laisser attendre l'écho de l'Appel.

Il convient de souligner un paradoxe : le grand bruit suscité par l'Appel des Indigènes s'est mué, dans le débat public, par un assourdissant silence autour du PIR, de son activité comme de ses productions théoriques et littéraires – en particulier, pour ne mentionner qu'eux, les deux livres de son principal idéologue, Sadri Khiari, *Pour une politique de la racaille* (Textuel, 2006) et *La Contre-Révolution coloniale en France* (La Fabrique, 2009). Les thématiques de l'Appel agitent certes toujours le débat public ; mais comme le souligne Houria Bouteldja, porte-parole de ce parti, il s'est constitué comme un mur entre les productions d'intellectuels blancs, comme Pascal Blanchard, Esther Benbassa, Éric Fassin et Didier Fassin, et celles des Indigènes eux-mêmes<sup>2</sup>. Si ces derniers ont contribué à l'irruption des études postcoloniales en France, ce courant est resté depuis largement limité aux sphères académiques, pour lesquelles les Indigènes n'ont pas même – en tout cas en France – joué le rôle d'objet d'étude, et moins encore d'interlocuteurs.

## La question des alliances

À l'évidence, ce paradoxe s'enracine dans ce que le PIR s'attache justement à combattre et à dénoncer : la domination systémique dont les non-Blancs, les héritiers involontaires de la colonisation, les

\* Laurent Lévy est l'auteur de *Le Spectre du communautarisme* (Éditions Amsterdam, 2005) et de *La « Gauche », les Noirs et les Arabes* (La Fabrique, 2010). Il est membre du comité de rédaction de la *RdL*.

---

*Des observateurs malintentionnés ont eu beau voir la main des Indigènes de la République dans les révoltes des quartiers populaires de l'automne 2005, c'est à l'évidence par l'effet d'un aveuglement politique; et cet aveuglement a en revanche empêché de voir à quel point ces révoltes, si les Indigènes n'y étaient pour rien, confirmaient en tous points leurs analyses.*

---

indigènes, sont l'objet en France. Mais sans doute y a-t-il également plus. Le corollaire de l'autonomie est en effet la question des alliances. Et ces questions se posent à la fois à l'intérieur du champ investi par le mouvement autonome, et avec les champs distincts. Or, dans les deux cas, le PIR se trouve en situation de tension.

Ainsi s'est-il avéré difficile pour lui de contribuer pleinement à la dynamique du Forum Social des Quartiers Populaires (FSQP). Il est vrai que la problématique des quartiers populaires, si elle n'est pas absente des préoccupations du PIR, ne semble pas pour lui centrale, en termes d'actions concrètes. Des observateurs malintentionnés ont eu beau voir la main des Indigènes de la République dans les révoltes des quartiers populaires de l'automne 2005, c'est à l'évidence par l'effet d'un aveuglement politique; et cet aveuglement a en revanche empêché de voir à quel point ces révoltes, si les Indigènes n'y étaient pour rien, confirmaient en tous points leurs analyses. L'action du PIR, plus qu'en termes de mobilisations particulières, s'est d'abord conçue en termes d'analyses et de rhétorique militante: elle est spécifiée par un certain ton, un certain discours de rupture insolente, par le fait d'oser parler sa propre langue – qui est une manière d'exprimer son autonomie – et d'en appeler à celle des indigènes dans la société. Ce ton, cette insolence de non-Blancs, est précisément ce qui le rend inacceptable dans le cadre convenu de la politique classique.

Le PIR n'en est pas moins parvenu à constituer des groupes locaux, conservant leur autonomie dans plusieurs villes de province et de la banlieue parisienne, sans toutefois pouvoir stabiliser un noyau militant significatif au-delà de ses membres fondateurs: comme beaucoup de collectifs ou d'organisations politiques, le PIR est aussi un lieu de passage dans le parcours de nombreux militants. Ses collectifs ont néanmoins aujourd'hui une réelle base militante, et il a pu se doter d'un local national. Ses rapports avec le reste du mouvement de l'immigration, parfois houleux, ont également gagné en densité au cours de la dernière période<sup>3</sup>.

Quant aux alliances avec d'autres secteurs de l'action politique, le PIR semble ne pas en faire l'une de ses préoccupations. À sa décharge, il ne dispose guère de partenaires potentiels pressés à travailler avec lui! Sa démonisation, qui fait

suite à celle de l'Appel des Indigènes, reste à peu près intacte, pour les raisons mêmes que l'Appel explicitait en son temps. La gauche, même radicale, est loin d'être tout uniment disposée à prendre en charge, et moins encore à donner un concours extérieur, à ce que les Indigènes qualifient de lutte décoloniale et d'émancipation raciale.

La mise en évidence des rapports de domination à l'intérieur du mouvement social et des organisations politiques, même s'ils prennent la forme euphémisée du paternalisme, est l'un des apports essentiels des Indigènes à la réflexion sur la persistance d'une certaine domination coloniale.

### **Vers un dépassement des problématiques classiques?**

Un autre paradoxe, qui contribue sans doute à expliquer l'isolement du PIR est que, alors qu'il avait apporté une analyse critique d'une réelle pertinence des fractures sociales liées à la racialisation colonialiste des populations noire, arabe et musulmane de France, il en est resté, dans la compréhension du champ politique qu'il entendait investir, aux plus classiques des conceptions dominantes – ce dont le choix de transformer leur « mouvement » en « parti » est un témoignage sémantique éloquent. Si ce point ne le singularise pas, il n'en pèse pas moins sur son aptitude à politiser utilement celles et ceux auxquels il s'adresse. Mais l'insolence du PIR, notamment dans son refus de l'injonction à dire comment son combat « s'articule » avec celui de ses possibles alliés<sup>4</sup>, lui permet de dénoncer à juste titre les secteurs de la gauche qui estiment que la question de l'émancipation des non-Blancs est « secondaire » par rapport aux combats sociaux plus traditionnels. Par là, il ouvre la possibilité d'un dépassement des problématiques classiques, mais risque aussi de se condamner à désertir certains terrains plutôt que de les investir, hypothéquant sa capacité d'influer réellement sur ceux qui pourraient devenir des alliés dans le cadre de combats mutuellement avantageux.

De même que le combat féministe, le combat contre les dominations raciales devrait pouvoir devenir celui de l'ensemble des forces d'émancipation. Et les Indigènes de la République ont encore à cet égard du pain sur la planche! ■

### **NOTES**

■ 1. Voir Laurent Lévy, *La « Gauche », les Noirs et les Arabes*, Paris, La Fabrique, 2010. ■ 2. Houria Bouteldja, « Au-delà de la frontière BBF (Benbassa-Blanchard-Fassin(s)) », disponible sur [www.indigenes-republique.fr](http://www.indigenes-republique.fr). ■ 3. Signalons la tenue, du 25 au 27 novembre prochain, des Troisièmes Rencontres de l'immigration, dont le PIR est partie prenante. ■ 4. Voir Sadi Khiari, « Les mystères de "l'articulation races-classes" », disponible sur [www.indigenes-republique.fr](http://www.indigenes-republique.fr).

---

---

**POUR VOUS ABONNER À LA RDL**  
**RENDEZ-VOUS SUR**  
**WWW.REVUEDESLIVRES.FR**

---

---